Le gouvernement bricole ses thermomètres

LE dernier bulletin de santé du Contrat nouvelle embauche remontant à février, au début de la crise du CPE, « Le Canard » a tenté d'obtenir, la semaine dernière, des informations plus récentes auprès de l'Agence centrale des organismes de Sécurité sociale (Acoss), fournisseur officiel de ces statistiques. Quelques questions importantes se posent, en effet : le CNE a-t-il pâti de la multiplication des recours de salariés devant les prud'hommes ? Est-il responsable de la chute des offres d'emplois en CDD déposées par les patrons à l'ANPE ?

Pour le savoir, on est prié d'attendre encore un peu. L'Acoss a répondu au « Canard » que ces intéressantes statistiques, établies depuis le début de la semaine dernière, ont été transmises au ministère du Travail et ne seront pas publiées avant le mercredi 19 avril. Après un feu vert politique, donc. On espère que ces informations chiffrées sortiront intactes de ces dix jours passés au frigo.

Copains promus

Ce n'est que le dernier épisode d'une opération entamée l'an dernier et consistant à mettre sous contrôle toutes les données statistiques. Les exemples fourmillent. La nomination de Christian Charpy, l'ex-conseiller social de Raffarin, à la direction de l'ANPE, en avril 2005, a coïncidé avec une augmentation sans précédent du nombre de radiations de chômeurs. Le directeur de la Dares (les statistiques du ministère de l'Emploi) a, lui, été remplacé en septembre par un ancien collaborateur de Sarko, de Breton et de Copé. Le ministère de l'Education vient aussi de débarquer son directeur des statistiques, auquel a été préféré un collaborateur de François Goulard, sous-ministre de l'Enseignement supérieur. Ce nouveau chef, bien sous tous rapports, aura notamment pour tâche de mettre en application un décret (en projet) prévoyant que la demande d'études chiffrées ne pourra émaner que des grands patrons du ministère.

Dernier coup de balai : la directrice de la Drees (le service statistique du ministère de la Santé) vient elle aussi d'être éjectée et remplacée par un ancien du cabinet de Gérard Larcher. Avec une telle valse des « poseurs » de thermomètres, sûr que l'économie et l'emploi vont soudain afficher une santé insolente.

A. G.